

Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE
DE COLMAR

REGISTRE DU COMMERCE & DES SOCIETES
10, RUE DES AUGUSTINS
CS 50466
68020 COLMAR CEDEX
TEL: 03.89.24.77.45

RECEPISSE DE DEPOT

ARTHENA

43 rue de Courcelles
75008 Paris 08

V/REF :

N/REF : 2004 B 131 / 2017-B-3957

Le greffier du tribunal d'instance de Colmar certifie qu'il a reçu le 21/07/2017,

les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le 31/12/2016.

Concernant la société

ALDI MARCHE COLMAR
Société à responsabilité limitée
Zone d'Activité Holzackerfeld
68127 Sainte-Croix-En-Plaine

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2017-B-3957 le 28/08/2017

R.C.S. COLMAR TI 451 847 396 (2004 B 131)

Fait à COLMAR le 28/08/2017,

LE GREFFIER

COFFRA

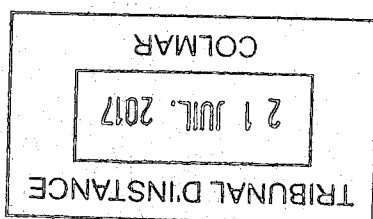


2004 B/31

2017 B 3957

ALDI MARCHE COLMAR S.A.R.L.

Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2016



COMPAGNIE FIDUCIAIRE FRANCO-ALLEMANDE

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris

155, Bd Haussmann - 75008 Paris

Tél. : +33 (0)1 43 59 33 88 - Fax : +33 (0)1 45 63 93 59

SAS au capital de 100 000 €

An independent member firm of

MOORE STEPHENS
INTERNATIONAL LIMITED

COFFRA

AUDIT

Paris, le 31 mai 2017

A l'Associé unique

ALDI MARCHE COLMAR
Société à Responsabilité Limitée
Sainte Croix en Plaine

Monsieur,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ALDI MARCHE COLMAR, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.5.1 de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative à la dépréciation des éléments constitutifs du fonds de commerce.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note 1.5.1 de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative à la dépréciation des éléments constitutifs du fonds de commerce.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié la correcte application de ce changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Les notes de l'annexe exposent également les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations concernant les immobilisations incorporelles et corporelles et les stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié d'une part, le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et d'autre part, nous nous sommes assurés de leur correcte application.

En raison de la perte encourue par la société au cours de l'exercice 2016, nous avons été conduits à vérifier les plans d'actions de la Gérance pour la poursuite de l'exploitation. Nous avons par ailleurs vérifié d'autres facteurs significatifs soutenant l'application du principe de continuité de l'exploitation.

Nous avons également procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe concernant la détermination des dépréciations et des provisions, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

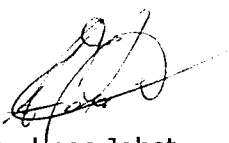
3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de la Gérance et dans les documents adressés à l'Associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Le Commissaire aux Comptes
Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

représenté par



Andreas Johst
Associé



Yann Goineau
Directeur

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires	252 731	16 749	235 982	111 243
Fonds commercial	6 828 150	244 250	6 583 900	7 396 084
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	7 080 881	260 999	6 819 882	7 507 327
Terrains				
Constructions	11 720 233	5 314 087	6 406 146	7 594 635
Installations techniques, matériel	4 691 807	3 734 981	956 826	1 246 852
Autres immobilisations corporelles	19 148 673	13 421 639	5 727 034	6 123 895
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	35 560 713	22 470 708	13 090 005	14 965 381
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	193 674		193 674	193 674
TOTAL immobilisations financières	193 674		193 674	193 674
Total Actif Immobilisé (II)	42 835 267	22 731 706	20 103 561	22 666 383
Matières premières, approvisionnements	465 163		465 163	480 194
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	14 330 347		14 330 347	15 927 910
TOTAL Stock	14 795 510		14 795 510	16 408 103
Avances et acomptes versés sur commandes	4 740		4 740	
Clients et comptes rattachés	171 548	25 590	145 958	96 122
Autres créances	2 298 035		2 298 035	1 825 320
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	2 469 583	25 590	2 443 993	1 921 441
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	658 824		658 824	715 416
TOTAL Disponibilités	658 824		658 824	715 416
Charges constatées d'avance	595 916		595 916	429 740
TOTAL Actif circulant (III)	18 524 573	25 590	18 498 983	19 474 701
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (VI)	61 359 840	22 757 296	38 602 544	42 141 084

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :12 000 000,00)	12 000 000	10 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves		
Report à nouveau	-54 885	-159 214
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-7 461 740	-5 895 671
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	579 857	412 808
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	5 063 231	4 357 923
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	1 060 772	614 429
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	1 060 772	614 429
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 230 294	451 568
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	57 483	58 697
TOTAL Dettes financières	2 287 777	510 265
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		2 714
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 522 042	18 603 109
Dettes fiscales et sociales	4 995 552	4 459 961
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 818	10 589
Autres dettes	6 666 352	13 582 094
TOTAL Dettes d'exploitation	30 190 764	36 658 468
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	32 478 541	37 168 732
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à V)	38 602 544	42 141 084

Compte de résultat

Compte de résultat		Exercice N			Exercice N-1
		France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises		198 843 557		198 843 557	190 706 734
Production vendue biens		247 304		247 304	210 294
Production vendue services		512 487		512 487	419 536
Chiffres d'affaires nets		199 603 348		199 603 348	191 336 565
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				1 204 357	392 879
Autres produits				177 051	130 651
Total des produits d'exploitation (I)				200 984 756	191 860 095
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				153 575 030	150 894 126
Variation de stock (marchandises)				2 191 123	-672 971
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				1 106 786	820 577
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				30 515	10 206
Autres achats et charges externes				23 122 019	22 475 264
Impôts, taxes et versements assimilés				2 373 559	2 093 454
Salaires et traitements				15 437 571	13 259 698
Charges sociales				4 554 269	4 049 319
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements		2 678 978	2 762 302
		Dotations aux provisions		244 250	
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		25 590	622 285	
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		709 844	222 851	
Autres charges				1 259 270	1 065 876
Total des charges d'exploitation (II)				207 308 802	197 602 985
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				-6 324 046	-5 742 890
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés				8 130	11 009
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des produits financiers (V)				8 130	11 009
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées				21 705	47 703
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)				21 705	47 703
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				-13 575	-36 694
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)				-6 337 621	-5 779 584

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	283 248	36 211
Produits exceptionnels sur opérations en capital	36 900	12 200
Reprises sur provisions et transferts de charges	52 541	52 262
Total des produits exceptionnels (VII)	372 689	100 673
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 547	94
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	689 287	16 232
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	799 974	200 434
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 496 809	216 760
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-1 124 119	-116 087
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	201 365 576	191 971 777
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	208 827 316	197 867 448
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-7 461 740	-5 895 671

ALDI MARCHE COLMAR

Zone d'activité Holzackerfeld – 68127 Sainte Croix en Plaine

INFORMATIONS GENERALES

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2016 et ont été arrêtés par le gérant de la société.

L'activité de la société est l'exploitation de magasins de distribution de type «supermarché».

Les états financiers de la société sont consolidés dans les états financiers d'ALDI SARL, 13 rue Clément Ader, 77230 Dammartin en Goële.

EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société ALDI MARCHE COLMAR SARL a fermé 2 magasins
RUPT SUR MOSELLE
WINTZENHEIM

Le nombre de magasins exploités est de 66 magasins au 31 décembre 2016.
En outre : le magasin de REMIREMONT a fait l'objet d'un transfert

Par décision de l'associé unique en date du 30/06/2016, le capital a été augmenté de 8 000 000 euros par la création de 40 000 parts nouvelles de 200€ en valeur nominale. Parallèlement, le montant de la perte nette inscrit dans les comptes de la société au 31/12/2015 a été amorti par la réduction du capital à hauteur de 6 000 000€.

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**1.1 Rappel des principes**

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le Plan Comptable Général et le Code de Commerce (art. L 123-12 à L 123-24 et R 123-172 à R 123-199-1).

1.2 Changement de méthodes d'évaluation

Aucun changement de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

1.3 Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.4 Dérogations aux principes généraux

L'établissement des états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des principes comptables.

1.5 Méthodes d'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat**1.5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles**

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens qui englobe le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les terrains, sont amorties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

Nature	Durée (ans)
Logiciels	1
Constructions	10 à 20
Installations générales et agencements	5 à 10
Matériel d'entrepôt et de magasin	5 à 10
Matériel de transport VL	4 à 5
Matériel de transport PL	8 et 12
Matériel de bureau	4 à 10
Mobilier de bureau	10
Mobilier de magasin	10

Lors de la clôture des comptes annuels, les éléments constitutifs du poste fonds commercial font l'objet d'un examen attentif quant à leur valorisation et leur origine.

Suite à la première application du règlement ANC 2015-06, la société a procédé à une analyse des éléments comptabilisés en poste « Fonds commercial » au 1^{er} janvier 2016, sur la base des informations disponibles à cette date.

Aucun de ces éléments n'a été identifié comme ayant une durée d'utilisation limitée. Par conséquent, un test de dépréciation est désormais effectué à la fin de chaque exercice afin de déterminer leur valeur actuelle.

Pour les fonds de commerce rattachés à l'exploitation des magasins, ce test de dépréciation se fonde sur les prévisions de cash-flows générés par chaque point de vente, ainsi que sur des paramètres financiers cohérents avec l'activité de l'entreprise et son secteur d'activité (taux de rentabilité attendue, évolution du chiffre d'affaires et de la marge, etc.). Si la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée, qui ne pourra être reprise qu'en cas de sortie de l'actif concerné.

La première application des modifications introduites par le règlement ANC 2015-06 a amené la société à comptabiliser une dépréciation à hauteur de 244 K€ au 31 décembre 2016.

1.5.2 Créances et dettes

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de remboursement.

Les créances font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement attendues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

1.5.3 Stocks

Les stocks sont évalués en utilisant la méthode du prix de détail, c'est-à-dire que le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation.

Une dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation (par exemples les articles soldés) est inférieure au coût déterminé d'après la méthode du prix de détail.

1.5.4 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, si une obligation existe à la date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Conformément aux méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour indemnités de fin de carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

2. NOTES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé

2.1.1 Valeurs brutes

Les mouvements des valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.1.2 Amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux tableaux figurant à la fin de cette annexe.

2.1.3 Fonds de commerce

Le poste « Fonds commercial » dont le total s'élève à 6 583 900 € se décompose de la manière suivante :

	Val brute K€	Dépré. K€	VNC K€
Droit au bail			
Fonds de commerce acquis	380		380
Fonds de commerce reçus en apport à la valeur réelle	6 448	244	6 204
Fonds de commerce reçus en apport à la VNC			
Total	6 828	244	6 584

2.2 Actif circulant

2.2.1 Stocks

Les stocks bruts se décomposent comme suit

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Marchandises	14 330	16 521
Combustible	294	279
Emballages	128	149
Fournitures consommables	43	53
Total	14 795	17 002

Aucune dépréciation de stock de marchandises n'a été constatée en 2016.

2.2.2 Créances

La décomposition des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.3 Charges constatées d'avance

	31 décembre N K€
Loyers et charges locatives	592
Autres	4
Total	596

2.4 Produits à recevoir

	31 décembre N K€
Factures à établir	24
Fournisseurs – avoirs à recevoir	398
Personnel – produits à recevoir	0
Organismes sociaux – produits à recevoir	0
Etat – produits à recevoir	89
Divers – produits à recevoir	0
Total	511

2.5 Capitaux propres

2.5.1 Capital social

Le capital social, d'un montant de 12 000 000 euros, est composé de 60 000 parts d'une valeur nominale de 200 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

2.5.2 Variation des capitaux propres

	K€
Capitaux propres au 31 décembre N-1	4 358
Variation des provisions réglementées	167
Dividendes versés	0
Augmentation/ réduction du capital social	8 000
Résultat de l'exercice	-7 462
Capitaux propres au 31 décembre N	5 063

Les provisions réglementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci comprennent l'écart éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées d'utilisation pratiquées par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en application des règles fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la société et le mode dégressif fiscal.

2.6 Provisions

La variation des provisions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

Les reprises de l'exercice d'un montant de 263 K€ comprennent des montants utilisés au cours de l'exercice pour 163 K€ et des montants non utilisés repris au cours de l'exercice qui s'élèvent à 100 K€.

2.7 Dettes

La décomposition des dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.8 Charges à payer

	31 décembre N K€
Intérêts courus à payer	28
Factures non parvenues	4 336
Personnel – charges à payer	1 388
Organismes sociaux – charges à payer	658
Etat – charges à payer	1 483
Clients – avoirs à établir	0
Divers – charges à payer	266
Total	8 159

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Ventes de marchandises	198 844	190 707
Refacturations diverses - biens	247	210
Refacturation diverses - services	512	420
Total	199 603	191 337

3.2 Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

En tant qu'entité soumise à l'impôt sur les sociétés, la société est éligible au CICE. A ce titre, un crédit d'impôt de 722K€ a été comptabilisé au compte de résultat pour l'exercice 2016. Conformément aux préconisations de l'Autorité des normes comptables, ce crédit d'impôt a été comptabilisé en diminution du poste « charges sociales ».

3.3 Résultat financier

	K€
Produits financiers	8
Escomptes reçus	8
Produits d'intérêts financiers	0
Autres produits financiers	0
Charges financières	-22
Charges d'intérêts financiers	-22
Autres charges financières	0
Résultat financier	-14

3.4 Résultat exceptionnel

	K€
Produits exceptionnels	373
Sur opération de gestion	283
Reprises sur amortissements dérogatoires	53
Autres reprises de provisions exceptionnelles	0
Produits de cessions d'immobilisations	37
Produits exceptionnels divers	0
Charges exceptionnelles	-1 497
Sur opération de gestion	-8
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	-1 148
Dotations aux amortissements dérogatoires	-220
Autres dotations aux provisions exceptionnelles	
Charges exceptionnelles diverses	-121
Résultat exceptionnel	-1 124

3.5 Impôt sur les sociétés

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Aldi SARL.

Le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle n'était pas intégrée fiscalement. De ce fait, elle verse à la société intégrante les acomptes, le solde d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme si elle n'appartenait pas à ce périmètre d'intégration fiscale.

Il s'en suit notamment que le déficit fiscal subi au cours d'un exercice est reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé au cours des exercices futurs.

3.5.1 Répartition de l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

« Néant »

3.5.2 Décalages d'impôt

	Base d'IS	IS (33,33%)
--	-----------	-------------

	K€	K€
Provisions à réintégrer ultérieurement :		
Amortissements dérogatoires	580	193
...		
Charges non déductibles temporairement :		
Organic	-284	-94
Tascom	-473	-157
...		
Total	-177	-58

3.6 Transferts de charges

	K€
Transfert de charges de personnel	108
Remboursement de frais de formation	197
Indemnités d'assurance	13
...	
Total	318

4. AUTRES INFORMATIONS

4.1 Effectif moyen

	Personnel salarié
Ingénieurs et cadres	98.92
Agents de maîtrise	115.42
Employés	373.42
Total	587.76

4.2 Engagements hors bilan

4.2.1 Engagement en matière d'indemnités de fin de carrière

	K€
Cadres	662
Non cadres	368
Total droits cumulés	1 030

Les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées, conformément à la norme FAS 87, avec l'hypothèse d'un départ volontaire à la retraite à 65 ans, en tenant compte d'un taux d'inflation de 1.20% et d'un taux d'actualisation de 1.03%, la convention collective nationale de référence étant celle du commerce à prédominance alimentaire (n° 3305).

4.2.2 Engagements de crédit-bail

« Néant »

4.2.3 Autres engagements

	K€
Engagements reçus	
Cautions bancaires reçues	189
Total	189

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

4.4 Transactions avec des parties liées

La société étant détenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de fournir une information concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article 833-16 du Plan comptable général.

Immobilisations

Cadre A			IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
					Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement			(I)			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			(II)	7 515 103		133 712
Terrains		Dont composants				
Constructions	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui			11 249 152		55 676
	Inst. gales, agenc. et am. des constructions			1 553 329		8 750
Installations techniques, matériel et outillage industriels				4 760 565		91 877
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			14 609 666		543 646
	Matériel de transport			3 269 289		513 815
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 000 374		161 201
	Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL (III)				36 442 375		1 374 965
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières				193 674		
TOTAL (IV)				193 674		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				44 151 152		1 508 677

Cadre B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
			Virement	Cession	Valeur d'origine	
Frais d'établissement et de développement		(I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		(II)		567 934	7 080 881	
Terrains						
Constructions	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui			1 089 538	10 215 289	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			57 135	1 504 944	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				160 635	4 691 807	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			358 573	14 794 739	
	Matériel de transport			383 425	3 399 680	
	Matériel de bureau et mobilier informatique			207 322	954 254	
	Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL (III)				2 256 628	35 560 713	
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières					193 674	
TOTAL (IV)					193 674	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				2 424 562	42 135 267	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		7 775	8 973		16 749
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui	3 972 990	623 241	552 921	4 043 310
	Installations générales, agencements	1 234 856	90 963	55 042	1 270 777
Installations techniques, matériels et outillages		3 513 712	373 330	152 061	3 734 981
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	9 936 446	1 247 040	325 472	10 858 014
	Matériel de transport	1 932 033	269 452	383 426	1 818 059
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	886 957	65 932	207 322	745 567
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		21 476 994	2 669 957	1 676 243	22 470 708
TOTAL GENERAL (I + II + III)		21 484 769	2 678 931	1 676 243	22 487 456

Cadre B								VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES			
Immos	Différentie I de durée	DOTATIONS		Différentiel de durée	REPRISES		Fin de l'exercice				
		Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel		Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel					
Frais étab.											
Autres											
Terrains											
Constructions :											
sol propre											
sol autrui											
install.											
Autres immobilisations :											
Inst. techn.											
Inst gén.											
M.Transport	219 589			52 541			167 048				
Mat bureau											
Emball.											
CORPO	219 589			52 541			167 048				
Acquis. de titres											
TOTAL	219 589			52 541			167 048				

Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	412 808	219 589	52 541	579 857
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	412 808	219 589	52 541	579 857
Provisions pour litige	373 500	620 000	263 500	730 000
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	240 929	89 844		330 772
TOTAL (II)	614 429	709 844	263 500	1 060 772
Provisions sur immobilisations incorporelles		244 250		244 250
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	593 561		593 561	
Provisions sur comptes clients	28 754	25 590	28 754	25 590
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	622 315	269 840	622 315	269 840
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 649 552	1 199 273	938 356	1 910 469
Dont dotations et reprises d'exploitation		979 683	885 815	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		219 589	52 541	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations						
Prêts						
Autres immobilisations financières				193 674		193 674
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				193 674		193 674
Clients douteux ou litigieux				58 614	58 614	
Autres créances clients				112 933	112 933	
Créances représentatives de titres prêtés		Prov pour dép art constitués.				
Personnel et comptes rattachés				14 455	14 455	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée		352 256	352 256		
	Autres impôts					
	Etat - divers		88 815	88 815		
Groupes et associés				1 367 886	1 367 886	
Débiteurs divers				474 623	474 623	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				2 469 583	2 469 583	
Charges constatées d'avance				595 916	351 461	244 455
TOTAL DES GREANCES				3 259 172	2 821 043	438 129
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			2 230 294	2 230 294		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers			57 483	47 383	10 100	
Fournisseurs et comptes rattachés			18 522 042	18 522 042		
Personnel et comptes rattachés			1 636 131	1 636 131		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			1 612 610	1 612 610		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée		263 583	263 583		
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts		1 483 228	1 483 228		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			6 818	6 818		
Groupes et associés						
Autres dettes			6 666 352	6 666 352		
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance						
TOTAL DES DETTES			32 478 541	32 468 441	10 100	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						

ALDI MARCHE COLMAR
Société à Responsabilité Limitée au capital de 12.000.000 d'euros
Siège Social : Zone d'Activité Holzackerfeld
68127 Sainte-Croix-en-Plaine
451 847 396 RCS Colmar

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 30 JUIN 2017

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016

DEUXIEME DECISION

L'associé unique approuve la proposition de la gérance et après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître une perte nette comptable de 7.461.740 euros, décide de l'affecter en totalité au compte « Report à Nouveau » qui s'élèvera ainsi à un montant débiteur de 7.516.625 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associé unique prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Pour copie certifiée conforme
La Gérance

